

! GARDEZ-LE POUR VOUS

À Béziers, l'affiche de trop pour Josy Poueyto

C'est l'affiche qui a fait scandale en début de semaine. A Béziers, l'image d'une femme attachée à des rails était légendée : « Avec le TGV, elle aurait moins souffert ». Une communication de la mairie que dirige le très controversé Robert Ménard, qui était censée interpeller les autorités sur la nécessité de desservir la ville par le TGV. Or, cette image fait écho à l'horreur vécue par Emilie, une jeune femme de 34 ans tuée par son mari après qu'il l'eut attachée sur les rails du TGV en juin 2017. Dès lors, le tollé a poussé le maire de Béziers à retirer son affiche dès mardi. Mais l'affaire fait des remous jusqu'en Béarn. La députée de la 1^{re} circonscription, Josy Poueyto, est montée au créneau hier pour dénoncer « l'affiche de trop ». Pour la parlementaire paloise, la promotion du TGV Occitanie sous cette forme est « indigne, intolérable et insupportable ».

Bayrou et la garbure, toujours tendance

En bon français, on appelle cela les « Google Trends », autrement dit les tendances de Google, le célèbre moteur de recherche d'Internet qui a publié ce mercredi les grandes tendances de recherches en France. On ne sera pas étonné de trouver Johnny Hallyday en tête du Top 10. Si aucun Béarnais ne figure parmi les sportifs les plus recherchés par les internautes français (Neymar arrive devant Mbappé et Coutinho), en revanche, dans les « personnalités politiques », François Bayrou arrive en 9^e position (entre Edouard Philippe, 8^e, et Alain Juppé, 10^e) d'un classement dominé par Emmanuel Macron (1^{er}), François Fillon (2^e), Jean-Luc Mélenchon (3^e), Marine Le Pen (4^e) et Benoît Hamon (5^e). Et pour faire vraiment terroir, la garbure est l'une des dix recettes les plus recherchées. Elle arrive en 7^e position, devant le cassoulet et la paella, mais derrière la tartiflette ou le bœuf bourguignon...

Dialogue plus constructif sur Lacq

► Réunis mardi à Pau, industriels, riverains, élus et administration ont amorcé un dialogue constructif.
► À la clé, des actions concrètes pour réduire les nuisances sur le bassin de Lacq et améliorer la concertation.

« Enfin, des solutions techniques vont être apportées par les industriels pour réduire les nuisances. Nous sommes globalement très satisfaits de cette réunion, de l'implication du préfet et de la concertation qui va se poursuivre. » Gilles Cassou, le président de l'Association des riverains des sites industriels du bassin de Lacq (Arsil) est sorti rasséréiné de la rencontre qui a réuni les partenaires du site de Lacq ce mardi à la préfecture de Pau. « Nous avons entendu un discours un peu plus constructif. Les industriels reconnaissent leur part de travail à effectuer pour aller vers plus d'exemplarité », notait à son tour Sylvie Merle-Vignau, secrétaire de la Sepanso, association de protection de la nature.

« Une insatisfaction partagée »

Le plan d'action renforcé (notre édition des 9 et 10 décembre) présenté à cette réunion de concertation pourrait modifier le climat de défiance, installé depuis deux ans entre les riverains et les industriels (et les élus associés à ces derniers). Les voisins des usines chimiques se plaignent depuis plus de deux ans de nuisances à l'origine de dommages physiques (irritations, démangeaisons, maux de gorge). Ils le font savoir jusque dans la rue, comme le 27 octobre dernier, battant en brèche la réputation de sécurité sanitaire et d'acceptabilité du site. L'Agence régionale de santé (ARS) a elle-même entrepris quatre études sur le bassin dont on attend les conclusions pour 2018.

« Il y a une insatisfaction partagée. Nous nous sommes engagés depuis deux ans pour réduire les odeurs et les nuisances. Mardi, nous avons voulu changer de braquet », a précisé ce mercredi Gilles Noguérol, le

directeur de la Société béarnaise de gestion industrielle (Sobegi) en détaillant le plan d'action des industriels. Ce dernier sera piloté, pour le compte des industriels d'Induslacq, par un chef de projet, pas encore choisi.

Réduire les sources d'émissions

Sans attendre les conclusions des études visant à déterminer l'origine des nuisances, études auxquelles est désormais associé l'institut Inéris, les industriels s'attachent à réduire leurs sources d'émissions. Ainsi, par exemple, la Sobegi investit 0,2 M€ sur sa station de traitement des eaux (neutraliseurs d'odeurs, réductions d'émissions). Bioénergie Sud-Ouest (ex-Abengoa) lance une étude sur son unité de séchage des drêches pour capter et valoriser les buées odorantes. Toray, de son côté, va capter la vapeur sortant de son atelier de filage (jusque-là rejetée dans l'atmosphère) et la réutiliser pour le chauffage de l'atelier (0,5 M€). Arkema, qui a récupéré l'unité de revalorisation des souffres (URS, pointée du doigt par les associations) de la défunte OP Systèmes, va entreprendre des travaux pour la fiabiliser et traiter la dispersion de ses rejets (6 M€ au total). Ces derniers travaux ne seront pas finalisés avant 18 mois. « Nous n'avons pas pour autant de garantie de résultats in fine », a cependant prévenu Hervé Brouder, patron local d'Arkema.

Une conférence riveraine

Les industriels attendent beaucoup d'enseignements des arrêts réglementaires des entreprises de la plateforme, lesquels vont jaloner le premier semestre 2018 (lire Zoom).

Un autre volet du plan d'action porte sur l'information (signalements, retours d'information) qui



De g. à dr., Hervé Brouder (Arkema), Jean-Marc Guilhempey (Toray), Gilles Noguérol (Sobegi) et David Causse (Bioénergie Sud-Ouest). ©J.-M.F.

sera relayée, à partir du premier trimestre 2018, via un logiciel d'ATMO (ex-Airacq) sur une application pour smartphones. Reste la concertation et le dialogue avec les riverains qui vont prendre une tout autre dimension. « Nous allons mettre en place une conférence riveraine, groupant industriels, élus, administrations et riverains », a annoncé Gilles Noguérol. Cette

dernière (40-45 membres) comprendra plus de riverains (une trentaine) qu'aujourd'hui et se réunira tous les deux mois (deux fois plus souvent qu'actuellement). « Pour sortir du climat de défiance », cette instance sera animée par une autorité indépendante et incontestée qui sera un membre de la Commission nationale du débat public (CNDP).

JEAN-MARC FAURE | jm.faure@pyrenees.com

🔍 ZOOM

Un arrêt complet d'une semaine pour la plateforme de Lacq

Entre le 26 mars et le 1^{er} avril 2018 (semaine 13), les installations industrielles de Lacq seront toutes à l'arrêt en même temps. Il s'agit d'arrêts réglementaires pour maintenance auxquels sont soumises ces installations. Ces arrêts s'étaleront suivant les entreprises de la mi-février au 6 mai.

Arkema débutera les siens à Mourenx à la mi-février pour les achever à Lacq le 6 mai. Sobegi sera arrêtée du 1^{er} mars au 30 avril. Toray s'arrêtera du 19 mars au 4 avril. Bioénergie (ex-Abengoa) sera neutralisée du 26 mars au 1^{er} avril. Ces périodes d'arrêts intermittents seront mises à profit pour mesurer la persistance des odeurs et affiner la recherche des causes des nuisances.

La France insoumise manifeste à Lacq samedi

Le mouvement de Jean-Luc Mélenchon appelle à manifester ce samedi 16 décembre à Lacq à 10h30 (rond-point d'entrée sur le complexe de Lacq), sur le thème de « Non à la pollution ». « Jusqu'à quand les actionnaires des industries obsédés par la hauteur de leurs dividendes vont-ils empoisonner les salariés et les habitants de notre région ? », interroge notamment La France insoumise.